



Lettre à la rédaction

POUR UNE APPROCHE DE SANTE PUBLIQUE FACE A LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES AU MAROC FOR A PUBLIC HEALTH APPROACH TO VIOLENCE AGAINST WOMEN IN MOROCCO

Fadila AIT BOUGHIMA¹, Rachid RAZINE²

¹ Professeur agrégé de Médecine légale. Département de Médecine Sociale et de Médecine Légale de la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Rabat.

² Professeur assistant. Laboratoire de Médecine sociale et Laboratoire de Biostatistique, Recherche Clinique et Epidémiologie (LBRCE). Faculté de médecine et de pharmacie de Rabat.

Reçu le 23 Janvier 2015 ; accepté le 07 Décembre 2015

Contact : Fadila AIT BOUGHIMA. Email : n_alfadila@yahoo.fr

INTRODUCTION

Aucun pays, aucune collectivité n'est à l'abri de la violence qui sans doute fait toujours partie de la vie humaine. C'est un fléau universel qui détruit le tissu social et menace la vie, la santé et la prospérité de tous [1].

La violence exercée contre les femmes par un époux ou un partenaire intime de sexe masculin est une des formes les plus courantes de violence. Le contraste est frappant avec les hommes qui, en général, risquent beaucoup plus d'être attaqués par un étranger ou une connaissance que par quelqu'un qui appartient au cercle de leurs proches relations [2,3]. La violence à l'égard des femmes (VEF) est reconnue par de nombreuses études comme un problème de santé publique mais aussi une violation des droits de l'homme [4]. L'OMS a recommandé lors de la conférence internationale sur la population et le développement au Caire en 1994 et à la 4^{ème} conférence mondiale sur les femmes à Beijing en 1995 qu'on s'attaque de toute urgence au problème de la violence à l'encontre des femmes et des jeunes filles et que l'on apprécie ses conséquences sur la santé ; et n'oublions pas la déclaration des Nations Unies en 1993 sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes qu'on a défini dès lors comme « *tout acte de violence dirigé contre le sexe féminin causant ou pouvant causer aux femmes un préjudice ou des souffrances physiques, sexuelles ou psychologiques y compris la menace de tels actes, la contrainte ou la privation de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée* » [1]. Cette violence que subissent les femmes est une violence fondée sur le genre ; c'est-à-dire que les femmes la supportent d'abord et avant tout à cause de leur sexe et de leur identité genre dans la société qui malheureusement la tolère [5].

La VEF se manifeste par des pratiques diverses qui incluent les mutilations féminines, les crimes d'honneur, la violence contre les femmes en cas de conflit armé, l'abus sexuel et la violence intraconjugale ou la violence domestique qui reste la forme de violence la bien étudiée et documentée partout dans le monde [5].

Le but de cet article est de montrer l'importance d'une approche de santé publique pour lutter contre la violence faite aux femmes.

LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES, DES CHIFFRES ALARMANTS

Les formes les plus communes et les mieux documentées de la violence à l'égard des femmes sont la violence infligée par un partenaire intime connu aussi par la violence domestique et l'abus sexuel par les non partenaires. Les études indiquent que 11% à 32% des femmes rapportent avoir été victimes d'un abus sexuel durant l'enfance, que des coups et blessures volontaires (violence physique) ont été infligés aux femmes dans 13 à 61% des cas par un partenaire intime et qu'entre 13% et 16% des femmes ont déjà vécu une violence physique par un partenaire intime [6].

Au Maroc, l'état des lieux de la violence à l'égard des femmes n'échappe pas à celui constaté dans plusieurs pays du monde. C'est un problème qui reste fréquent et ceci a été confirmé par l'enquête du haut-commissariat au plan en 2011 sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes. Cette enquête a trouvé que sur une population de 9,5 millions de femmes âgées entre 18 et 64 ans, 62,8% ont subi un acte de violence sous une forme ou autre durant les douze mois précédant l'enquête [7].

LES CONSEQUENCES DE LA VIOLENCE SUR LA SANTE DES FEMMES

Il peut s'agir des altérations des fonctions physiques (traumatismes multiples, invalidité, troubles fonctionnels, décès), des fonctions génésiques (grossesses non désirées, fausses couches, prématurité, retards staturo-pondéraux, retards aux soins prénataux, infections sexuellement transmissibles (IST)...) généralement faciles à identifier, ou des atteintes des fonctions supérieures et comportementales (syndrome anxio-dépressif, suicide, troubles psycho-somatiques...) parfois plus difficiles à reconnaître chez les femmes [1].

Des études indiquent que les femmes victimes d'une violence physique ou sexuelle souffrent souvent de symptômes divers : les IST, les troubles gastro-intestinaux, les séquelles des blessures physiques, les infections surtout vaginales et urinaires, les désordres gynécologiques, les douleurs chroniques notamment pelviennes et les troubles anxio-dépressifs à côté des suicides. D'autres travaux indiquent que ces femmes ont plus de risque de contracter une infection rétrovirale à la suite des abus sexuels. D'un autre côté, la violence tue les femmes partout dans le monde [5,6].

En plus de son coût humain, la violence fait peser un énorme fardeau économique sur les sociétés en terme de perte de productivité et de recours accru aux services sociaux. Ainsi, parmi les femmes qui participaient à une enquête menée dans la province de Nagpur, en Inde, 13% avaient dû renoncer à un travail rémunéré à cause de violences subies. En moyenne, elles avaient perdu sept jours de travail par incident, et 11% d'entre elles avaient été incapables de s'acquitter de tâches ménagères après avoir été victimes d'actes de violence [8].

POUR UNE APPROCHE DE SANTE PUBLIQUE

Face à la violence faite aux femmes, le Maroc a entrepris un certain nombre de mesures visant à renforcer la prise en charge des femmes sur le plan médical, médico-légal, juridique et social. Mais ceci reste insuffisant. Ce qu'il faut c'est adopter des mesures qui visent la prévention de cette violence. Cette prévention ne peut être faite que par une approche de santé publique, vu que la violence à l'encontre des femmes est un phénomène complexe qu'il faut aborder de manière globale, que les comportements violents et leurs conséquences peuvent être évités et vu aussi le succès obtenu par les approches de santé publique appliquées à d'autres problèmes de santé. Pour passer du problème à la solution, il faut passer par quatre étapes clés recommandées par l'OMS dans son rapport sur la santé et la violence en 2002 [1].

- Une collecte systématique de données sur l'ampleur, la portée, les caractéristiques et les conséquences de la violence à l'échelle locale et nationale pour mieux connaître tous les aspects de la VEF ; Ceci est primordial pour connaître la fréquence du problème et ses caractéristiques locales. Malheureusement, jusqu'à ce jour on ne dispose que des chiffres du haut-commissariat au plan sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes et il n'existe aucune étude scientifique qui donne une idée exacte sur la prévalence du phénomène au Maroc.

- Se demander pourquoi l'on a recourt à la violence - autrement dit, réaliser des études afin de déterminer les causes et corrélats

de la VEF, les facteurs qui font augmenter ou diminuer le risque de la VEF et les facteurs sur lesquels on peut influencer en intervenant. L'étude des facteurs de risque de la VEF est capitale pour mieux cerner les aspects propres à notre contexte marocain et viser les facteurs sur lesquels on va agir.

-Réfléchir à des moyens de prévention de la VEF, en utilisant l'information issue des études ci-dessus, et en concevant, en mettant en œuvre, en suivant et en évaluant des interventions. Proposer des moyens de prévention efficace ne peut se faire que sur la base d'information valide sur le phénomène de la violence et ses particularités chez nous.

-Mettre en œuvre, dans divers cadres, des interventions qui semblent prometteuses, diffuser largement l'information et calculer la rentabilité des programmes.

En effet, ces quatre étapes vont aboutir à un programme de santé publique qui va être global et multisectoriel pour la prévention et la lutte contre la VEF mais en parallèle à cela des mesures d'accompagnement s'avèrent nécessaires. Il est primordial d'apporter une aide aux victimes par le renforcement du réseau médical, social et juridique existant, la mise en place des centres pour l'accueil des femmes battues en cas de besoin, la mise en place de réformes juridiques qui visent à criminaliser la VEF, proposer des campagnes de prévention, des programmes scolaires et plus d'actes de sensibilisation pour faire parler de la VEF et aussi proposer des thérapies pour traiter les agresseurs [1].

REFERENCES

1. **OMS.** Rapport de l'OMS sur la violence et la santé. Genève .2002.
2. **Crowell N, Burgess AW.** Understanding violence against women. Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique).National Academy Press. 1996.
3. **Tjaden P, Thoennes N.** Full report of the prevalence, incidence, and consequences of violence against women: findings from the National Violence Against Women Survey. Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique), National Institute of Justice, Office of Justice Programs, United States Department of Justice and Centers for Disease Control and Prevention, 2000 (NCJ 183781).
4. **Kumar A, Haque. Nizamie B, Srivastava N.K.** Violence against women and mental health. Mental Health & Prevention. 2013; 1: 4-10.
5. **Nations Unies.** Mettre fin à la violence à l'égard des femmes : des paroles aux actes. Etude du Secrétaire général Nations Unies. PUBLICATION DES NATIONS UNIES, 2006.
6. **Ellsberg M.** Violence against women and the Millennium Development Goals: Facilitating women's access to support. Int J Gynaecol Obstet .2006 ; 94 : 325-32.
7. **Haut-Commissariat au Plan.** Rapport sur la prévalence de la violence à l'égard des femmes au Maroc. Août 2011.
8. **India SAFE Steering Committee.** India SAFE final report. Washington, D.C. (Etats-Unis d'Amérique), International Center for Research on Women, 1999.